

LA PRESSE EN REVUE...



MARDI 17 MARS 2015

SOMMAIRE

- 1) Je suis la Sainte Vierge...
- 2) Un bon score
- 3) Dur pour eux...
- 4) « Le parti de la...
- 5) Un bargeot de plus !!
- 6) Pas contente Ségolène Royal
- 7) Une gauche nouvelle émerge...
- 8) Du Jean-Pierre ...mais aussi du Jérôme
- 9) La vérité de la Palice...



Gérard Diez La Presse en Revue

I) Marine Le Pen sur France Info : "Le FN est le seul vote utile"



Marine Le Pen : "Le FN est le seul vote utile". Crédit Reuters

Avant de parler des municipales, Marine Le Pen est interrogée sur les propose de Zlatan Ibrahimovic. L'attaquant du club parisien a déclaré dimanche que "la France est un pays d'emerde qui ne mérite pas le PSG". Réponse de la présidente du FN "Sil considère que la France est un pays de merde, il peut la quitter." De plus, elle a réclame des sanctions envers le joueur suédois.

Concernant l'actualité politique, les derniers sondages sur les municipales donnent 30 % au FN, l'UMP à 29 % et le PS à 19 %, est-ce que ces élections se résumeront à un duel FN-UMP ? Marine Le Pen répond : "Une chose est sûre, le gouvernement se moque des résultats et n'a pas vocation à bouger les lignes." Avant d'ajouter : "Le FN est le seul vote utile." Sera-ce pour autant un vote-sanction contre le gouvernement de François Hollande ? Offensive, la dirigeante frontiste explique qu'il s'agira d'un "rejet de la politique en place, et de l'UMP qui mène la même politique."

Marine Le Pen n'hésite pas utiliser également la réforme territoriale comme argument : "Le FN est le seul à défendre les départements, la preuve le PS veut les supprimer." Et si malgré les 30 %, le FN n'obtenait pas de département ?

Marine Le Pen argumente qu'il serait dommage de ne pas être présents. "Si nous gagnions un département ? Ce sera la démonstration d'une dynamique puissante. Cela montrera que nous sommes capables de faire nos preuves comme pour les municipalités." Et de rappeler le sondage qui a démontré que 73 % des habitants des 10 villes dirigées par le FN étaient satisfaisants de la politique menée par leurs élus.

Ce qui prouve, selon la présidente du FN, que son parti a été victime d'une "campagne de calomnie" de la part du PS. Si le Front national remporte un département, elle promet que "les impôts vont arrêter d'augmenter". Comme, d'après elle, ils l'ont fait à Hénin-Beaumont. Lutte contre la gabegie. Aider les entreprises françaises comme la viande en entreprises qui vient d'Mangeons des produits français

Interrogée sur les propos racistes de certains élus du FN, Marine Le Pen a déclaré qu'il sa'gissait d'un "os à ronger" et que cela était "anecdotique". "S'ils sont exclus du FN, ils sont exclus, donc ils ne seront pas élus. Concernant les propos de Nicolas Sarkozy sur le fait qu'un élu PS de plus, réponse sans détour de Marine Le Pen : "C'est stupide ! La puissance du FN, c'est le vote. Avant

d'ajouter : " C'est étonnant de la part de Nicolas Sarkozy" qui a appelé à ne surtout pas voter FN dans le Doux.

En cas d'échec du PS, le Premier ministre serait obligé de quitter son poste selon la présidente du FN qui déclare que celui-ci : "a fait une campagne de haine et d'injures contre 30 % des Français." Pour Marine Le Pen, Manuel Valls n'aura "pas d'autre possibilité que de quitter son poste". Avant de conclure que le gouvernement doit "assumer ses responsabilités et en tirer les conséquences."

atlantico.fr

II) L'UMP et le centre pourraient remporter 80% des départements

BFMTV Justine Chevalier



L'UMP et le centre pourrait remporter 1353 cantons sur 2054. - © Frédéric Florin - AFP

Selon une étude ElectionScope, une vague bleue pourrait traverser la France au terme des élections départementales. Si le FN est annoncé grand gagnant du premier tour, le parti de Marine Le Pen devrait se contenter du rôle d'arbitre lors de la désignation des futurs présidents des conseils départementaux.

Le FN, grand gagnant des élections départementales ? C'est en tout cas ce qui est annoncé depuis quelques semaines par les sondages qui placent le parti de Marine Le Pen en tête des suffrages du premier tour avec plus de 30% des voix. Et pourtant, au soir du 29 mars, au terme du second tour des élections

départementales, la nouvelle carte des départements devrait être bleue, mais pas "Bleu marine".

Même si ce scrutin du mois de mars s'annonce inédit avec notamment un redécoupage de la carte électorale, une étude du site d'analyse ElectionScope.fr, en se basant sur les élections cantonales antérieures, prévoit "une vague bleue, voire un tsunami bleu" dans les départements. "Les élections départementales n'ont jamais profité aux sortants, à une exception près le scrutin de 1994", détaille Véronique Jérôme, polito-économiste d'ElectionScope, rappelant que jusqu'à aujourd'hui, la Gauche détenait environ 60% des départements.

1353 cantons aux mains de l'UMP

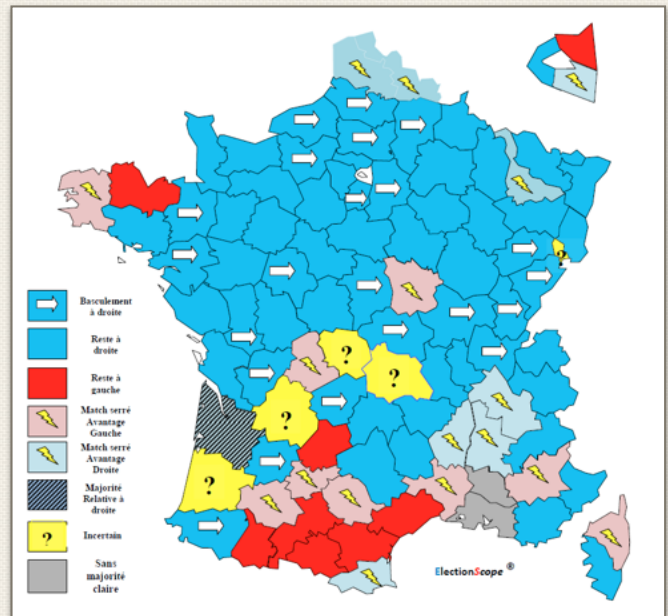
Au soir du premier tour des élections départementales, la droite, au sens large, pourrait arriver en tête dans 64% des cantons, dont 31% pour le FN contre 33% pour l'UMP et le centre rassemblés. La gauche rassemblée, à la peine, obtiendrait 36% des voix. Autre confirmation de cette étude: le taux d'abstention devrait être élevé avec 57% de Français qui ne devraient pas se déplacer pour voter.

Mais la vague bleue devrait traverser la France au second tour. Selon l'étude d'ElectionScope, l'UMP et le centre pourraient rafler 1353 cantons, sur les 2054 que compte le nouveau découpage électoral. Avec un possible maintien du FN dans 48% des 1995 cantons de la métropole, le parti frontiste devrait décrocher 107 cantons. Le PS verra élire seulement 535 conseillers départementaux, bien loin des 800 à 1.000 espérés par Jean-Christophe Cambadélis, le premier secrétaire du Parti socialiste. "Ce scrutin repose bel et bien sur des ressorts économiques et politiques principalement nationaux, rappelle Véronique Jérôme. Faire campagne sur le local semble être d'un piètre secours. »

Le basculement de la Corrèze à droite ?

Forts de ses 1353 cantons conquis, l'UMP et le centre seraient alors en mesure de présider 80% des conseils départementaux après l'élection des présidents. "C'est deux fois plus qu'à l'issue des dernières cantonales de 2011", note l'analyste, rappelant que la gauche qui "contrôlait" jusqu'alors 60% des conseils généraux devrait être en mesure d'en conserver 17. "En dépit du titre de premier parti de France revendiqué par le FN lors des dernières européennes à la représentation proportionnelle à un tour, le parti de Marine Le

Pen ne pourra pas véritablement peser sur ces élections", analyse Véronique Jérôme.



Seul le département du Vaucluse pourrait entrer dans le giron frontiste. Selon les prévisions d'ElectionScope, l'UMP serait en mesure de prendre facilement ce département à la gauche, sauf s'il perd un seul de ses duels avec le parti frontiste qui pourrait alors être gagnant. Autre basculement historique envisageable, celui de la Corrèze. Dirigé par Jacques Chirac, il était aux mains des socialistes depuis 2008 et l'élection de François Hollande comme président du Conseil général. La gauche pourrait aussi voir ses deux derniers bastions communistes, l'Allier et le Val-de-Marne, tombés, mais le PS pourrait conserver "de justesse" la Seine-Saint-Denis, empêchant la droite de réaliser un carton plein en Ile-de-France.

<http://www.bfmtv.com/politique/elections-departementales-l-ump-et-le-centre-pourrait-remporter-80percent-des-departements-869043.html>

bfmtv.com-Écrit par Justine Chevalier

LAPRESSEENREVUE.EU

III) Le PS très loin derrière le FN et l'UMP-UDI au 1er tour des départementales

Par L'EXPRESS.fr avec AF

Le PS est largement distancé par le FN et par l'UMP allié à l'UDI, d'après une enquête d'opinion Ifop pour Europe 1 et Le Figaro. Une tendance qui se confirme, sondage après sondage.



Les élections régionales et départementales auront lieu en décembre 2015
afp.com/Fred Dufour

UMP-UDI et FN sont au coude-à-coude dans les intentions de vote au premier tour des élections départementales du 22 mars, loin devant le PS, selon un sondage Ifop pour Europe 1 et Le Figaro publié dimanche soir. Le Front national obtiendrait 30% des suffrages, l'UMP-UDI 29%, et le PS 19%. Derrière ce tiercé viennent le Front de Gauche (6%), les Divers Gauche et Divers Droite (5% chacun), Europe Ecologie-Les Verts et les candidats d'un autre parti (3% chacun).

lexpress.fr-AFP

IV) Départementales 2015 : "Le Front national est le parti de la haine", attaque Najat Vallaud-Belkacem

INVITÉE RTL / REPLAY - La ministre de l'Éducation nationale soutient Manuel Valls dans son combat contre le FN, à la veille du premier tour des élections départementales.

Najat Vallaud-Belkacem : "Le Front national est le parti de la haine" Crédit Image : Fanny Bonjean / RTL.fr | Crédits Média : RTL | Durée : 07:26 | Date : 16/03/2015

http://www.dailymotion.com/video/x2jnakq_najat-vallaud-belkacem-le-front-national-est-le-parti-de-la-haine_news

par Jean-Michel Apathie , Romain Renner

À la veille des élections départementales, Najat Vallaud-Belkacem refuse de voir le Front national s'imposer. "Il y avait deux stratégies possibles : laisser les élections avoir lieu sans s'y intéresser ou faire comme Manuel Valls : se déployer et faire campagne, assure-t-elle (...) On ne peut pas laisser l'abstention grandir".

Selon la ministre de l'Éducation nationale, "l'adversaire que le Premier ministre a en tête, le FN, est porté par l'abstention". Le risque est fort : les départementales auront lieu sans être adossées à une autre élection, contrairement à ce qui se faisait pour les cantonales, couplées aux municipales.

Une mobilisation à poursuivre

Najat Vallaud-Belkacem considère que Manuel Valls n'en fait pas trop contre le parti de Marine Le Pen. "Depuis quelques années, on n'en fait pas assez. Ce n'est pas diaboliser que de dénoncer le Front national. Pléthore de candidats sont racistes, xénophobes et homophobes. Le FN est le parti de la haine. Je n'y vois nulle fraternité, nulle égalité, nulle solidarité (...) Ces dernières années, on a banalisé le Front national", estime-t-elle.

La ministre annonce son intention de réunir dès mardi 17 mars ses homologues européens afin de trouver des solutions pour assurer "la transmission des valeurs" et combattre "cette tentation de l'extrême". Najat Vallaud-Belkacem considère, enfin, que Manuel Valls doit "continuer à se mobiliser pour que les élections soient les meilleures possibles pour les partis républicains".

rtl.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

V) Un candidat du Front national pose avec un pistolet braqué sur François Hollande dans un photomontage



Un photomontage publié par un candidat du FN sur sa page Facebook le montre avec un pistolet braqué sur la tempe d'une marionnette de François Hollande. - Facebook-M.C.

Un nouveau dérapage d'un candidat du Front national sur les réseaux sociaux vient émailler la campagne des élections départementales. Damien Hameau-Brielles, qui se présente dans le canton de Bonchamp-lès-Laval (Mayenne), aurait posté sur son compte Facebook des photomontages injurieux aujourd'hui effacés, mais conservés par le site L'entente.net.



eric fallourd @eric_fallourd

Le brave homme qui se met ainsi en scène sur ce montage est candidat du #FN en Mayenne. Ça en fait, des cas isolés".

3:12 PM - 15 Mar 2015

L'un d'entre eux, publié en juillet 2012, montre le candidat en t-shirt camouflé, braquant un pistolet sur la tempe de la marionnette de François Hollande au Guignols de l'info, rapporte le Parisien. Sur un autre photomontage, on le voit cette fois derrière la marionnette de Nicolas Sarkozy, un godemichet à la main. Le journal cite également plusieurs posts racistes et homophobes

sur la page Facebook de Damien Hameau-Brielles, eux aussi effacés.



«Il y dix problèmes sur 7.650 candidats»

Marine Le Pen, interrogée par BFMTV sur les «affaires» qui touchent les candidats de son parti aux départementales, répondait: «Il y dix problèmes sur 7.650 candidats». Après la publication par L'Obs d'une vingtaine de dérapages xénophobes, islamophobes, ou racistes, commis sur les réseaux sociaux par des candidats FN, elle avait déclaré sur Europe 1 être «en total désaccord avec ces gens-là. D'ailleurs en tant que présidente du Front national, je les suspends, je les convoque devant la commission des disciplines systématiquement, et ils sont en règle générale exclus du Front national».

Le 6 mars, un autre candidat du parti d'extrême-droite, Arnaud Couture, avait renoncé à se présenter après avoir été mis en examen pour «enregistrement, détention et diffusion d'images à caractère pédopornographiques».

20minutes.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

VI) Ecologie : Royal piquée au vif par les critiques de Duflot



Cécile Duflot a dénoncé le bilan du gouvernement sur la transition énergétique. (CHAMUSSY/SIPA)

Pour Cécile Duflot, la France est "très loin de ce qu'elle pourrait faire" sur la transition énergétique. La ministre de l'Ecologie lui donne rendez-vous pour confronter leurs bilans.

"Une polémique injuste" : après avoir dû confirmer en fin de semaine qu'elle n'était pas visée par un éventuel remaniement, Ségolène Royal a peu goûté les piques de Cécile Duflot, invitée dimanche du "Grand rendez-vous" d'iTélé, Europe 1 et "Le Monde".

Sans citer nommément la ministre de l'Ecologie, du Développement durable et de l'Energie, l'ex-secrétaire générale d'Europe Ecologie-Les Verts a critiqué... vertement la politique écologique du gouvernement. Interrogée par Jean-Pierre Elkabbach sur sa supposée position "anti-Valls", elle lâche (à 11'49" sur la vidéo ci-dessous) :

“ Soyons sérieux, Monsieur Elkabbach [...] Vous pouvez me dire en quoi, au-delà des discours, la politique du gouvernement s'est verdie ? ”

"En expliquant que le nucléaire est l'avenir de la France, quand on sait qu'Areva est au bord de la faillite ; quand les crédits pour l'agriculture biologique ont été diminués de 25% ; quand les investissements que nous avons négociés pour l'isolation thermique des bâtiments ont été sabrés...", égrène Cécile Duflot. "Voilà la réalité concrète des choix financiers qui sont faits. [...]"

La France est pour l'instant très loin de ce qu'elle pourrait faire en matière de transition énergétique ».

"Injuste polémique"

Dans la foulée de ces accusations, Ségolène Royal a eu tôt fait de réagir sur son fil Twitter. Et même plusieurs fois.



Ségolène Royal ✓ @RoyalSegolene
Injuste polémique de C. Duflot alors que tout le monde sait qu'avec loi et actions de transition énergétique la France est à la pointe



Ségolène Royal ✓ @RoyalSegolene
Injuste polémique de C Duflot. RV2 avril. bilan d'un an de travail efficace, créatif, expérimenté pr l'excellence environnementale.



Ségolène Royal ✓ @RoyalSegolene
Polémique injuste de C. Duflot: 2 avril date anniversaire je ferai le bilan du travail depuis 1 an. A comparer avec les 2 ans des Verts au gouv.

"Le 2 avril", avertit-elle, "date-anniversaire [de mon entrée au gouvernement], je ferai le bilan d'un an de travail efficace, créatif, expérimenté pour l'excellence environnementale. A comparer avec les deux ans des Verts au gouvernement."

Mais un détail semble échapper à la ministre : ses trois prédécesseurs à l'Ecologie depuis l'arrivée de

François Hollande au pouvoir étaient tous... socialistes : il s'agissait, dans l'ordre, de Nicole Bricq (mai-juin 2012), Delphine Batho (jusqu'à juillet 2013) et Philippe Martin (jusqu'à mars 2014).

Cécile Duflot avait elle été ministre du Logement et de l'Egalité des territoires de mai 2012 à mars 2014, tandis que Pascal Canfin était ministre délégué au Développement sur la même période.

T.V.



VII) Pierre Laurent : « Une gauche nouvelle émerge dans ces départementales »

Entretien réalisé par Sébastien Crépel et Julia Hamlaou



« Le rassemblement peut s'opérer sur une base simple, celle de la promotion d'objectifs et de politiques publiques de solidarité. » Photo : Jean-Christophe Verhaegen/AFP

Pour le secrétaire national du PCF, Pierre Laurent, le seul moyen de faire barrage à la droite et au FN tout en exigeant la fin de l'austérité au plan local et national est de «donner de la force au rassemblement en construction» dont les communistes sont parties prenantes, le 22 mars.

À six jours du premier tour des départementales, le secrétaire national du PCF, dont la formation, avec les autres forces du Front de gauche, a noué des alliances inédites avec EELV et Nouvelle Donne, décrypte les enjeux occultés du scrutin. Le 22 mars, il s'agit de protéger les politiques locales de solidarité face aux ambitions de la droite et du FN, explique Pierre Laurent, et de

donner de la force à « cette gauche nouvelle qui émerge », pour en finir avec l'austérité.

Selon les prévisions, de nombreux électeurs s'apprêteraient à s'abstenir, dimanche. Vous estimez que « les Français sont privés de toute information et de débat sérieux pour forger leur opinion », quels sont les enjeux de ces élections départementales ?

Pierre Laurent : Oui, les conditions démocratiques pour permettre l'information des citoyens n'ont pas été respectées. Ces élections sont pourtant très importantes. La participation au premier tour, le 22 mars, est donc le premier défi à relever. Les enjeux du scrutin ont été volontairement occultés. Le premier de ces enjeux, c'est la protection des politiques publiques de solidarité menées dans les départements. Les 65 milliards d'euros qu'ils consacrent chaque année aux dépenses publiques et sociales sont sous le coup d'une double menace : l'austérité gouvernementale, qui réduit le budget des collectivités locales, et la casse systématique des politiques de solidarité, que mettraient à coup sûr en œuvre la droite et l'extrême droite si elles conquièrent le pouvoir dans les départements. Il faut donc tout faire pour élire des femmes et des hommes de gauche qui sont prêts à résister à cette double menace pour continuer à tisser des liens de justice et d'égalité dans les territoires. C'est le sens des candidatures de rassemblement que nous avons construites dans 1 517 cantons. Chaque bulletin va compter. Dans un canton moyen, quelques dizaines de voix gagnées cette semaine, c'est à chaque fois 1 ou 2 % de plus.

Pour ces départementales, le Front de gauche a noué des alliances inédites avec d'autres forces de gauche, notamment Europe Écologie-les Verts et Nouvelle Donne. Ce rassemblement a-t-il valeur de test pour la suite ?

Pierre Laurent : Ce rassemblement est d'abord à usage immédiat pour ces élections. Il s'agit d'unir au premier tour toutes les forces qui veulent une autre orientation à gauche, à commencer par la protection des politiques publiques de proximité. Il sera un point d'appui pour faire face à la droite et à l'extrême droite au second tour. Cette gauche nouvelle qui émerge devra ensuite poursuivre et amplifier ce rassemblement au lendemain des départementales. François Hollande vient de déclarer qu'il ne modifiera pas son cap. C'est de la méthode Coué car il devient évident que ce changement sera de plus en plus incontournable. Une politique qui échoue économiquement,

socialement et politiquement n'a pas d'avenir. C'est donc du côté des forces qui ont commencé à se rassembler avec le Front de gauche, avec les écologistes, avec Nouvelle Donne, avec des socialistes qui ne se reconnaissent plus dans la politique du gouvernement que se situe l'espoir à renforcer. Lors du premier tour des départementales, j'invite donc tous les électeurs qui souhaitent une autre politique que l'austérité à donner de la force à ce rassemblement en construction dans le pays.

Le premier secrétaire du Parti socialiste met en garde contre le risque d'une défaite dont serait responsable la division «incompréhensible» de la gauche, qu'il compare à un «suicide politique en direct». Un accord avec le PS aurait-il évité ce danger ?

Pierre Laurent : J'en ai assez de ces dirigeants socialistes qui ont tous les pouvoirs et qui, à quinze jours d'une élection, passent leur temps à parler de suicide collectif, de défaite annoncée, de vague inévitable du FN ou d'enterrement de telle ou telle force à gauche. Nous, nous sommes mobilisés pour rassembler sans exclusive pour un espoir nouveau. C'est l'obstination à refuser la moindre inflexion de la politique Valls-Macron qui pénalise les candidats socialistes. Nous le disons depuis le début, et nous l'avons mis en œuvre en construisant nos candidatures : dans les départements, et dimanche dans les urnes, ce rassemblement peut s'opérer sur une base simple, celle de la promotion d'objectifs et de politiques publiques de solidarité. Le bulletin de vote pour nos candidats sera un message clair d'union sur ces objectifs.

Vous dénoncez le fait que le FN soit mis au centre du jeu à l'occasion de ce scrutin. Ne partagez-vous pas «l'angoisse» de Manuel Valls de le voir faire un bon score ?

Pierre Laurent : Le danger et la menace sont évidents, mais pour y faire face, la peur instrumentalisée sans identifier les responsabilités peut être très mauvaise conseillère. La première tâche est de dénoncer la duperie du Front national. Il se présente comme une alternative au PS et à l'UMP en s'appuyant sur les renoncements du gouvernement, mais le contenu précis de son programme, de ses actes, là où il a déjà des élus, c'est l'attaque systématique contre les dépenses sociales qui protègent les familles populaires face à la crise, contre les effectifs des services publics, contre les dépenses de culture et d'éducation, contre le soutien aux associations qui assurent le lien social dans les quartiers

populaires. Les mesures que le FN met en œuvre dans les villes qu'il dirige visent les tarifs sociaux des cantines, l'action sociale pour les familles. Nous devons démasquer sans relâche les visées réelles du FN. La deuxième tâche, c'est de montrer la voie concrète d'une alternative de gauche aux politiques d'austérité, qui financera la justice sociale pour tous en traquant l'évasion fiscale et en faisant payer la finance qui bat à nouveau des records à la Bourse. Notre combat contre le FN, qui préfère désigner les chômeurs et les immigrés mais se tait sur les assistés de la grande finance, sera efficace s'il marche sur ces deux pieds. Agiter la menace, comme le fait Manuel Valls, en intimant comme seule réponse l'injonction de se ranger derrière la loi Macron ou derrière la réduction de trois milliards d'euros des dépenses hospitalières, ça ne marche pas. Le meilleur moyen de faire reculer le FN, c'est de donner de la force aux propositions sociales de nos candidats le 22mars.

Si, dans certains cantons, la gauche est éliminée au soir du premier tour au profit du FN, quelle sera l'attitude à tenir pour le Front de gauche ?

Pierre Laurent : D'abord, l'élection n'est pas faite. Dans de très nombreux cantons, il est possible de conjurer cette menace en continuant le travail de mobilisation des électeurs cette semaine. Entre les deux tours comme après, notre effort de rassemblement devra se poursuivre, car il s'inscrit dans la durée. Il n'y aura pas pour nous de parenthèse entre les deux tours dans ce travail de rassemblement contre la droite et l'extrême droite, et pour une nouvelle politique de gauche. Et il est hors de question pour nous de banaliser la moindre élection d'un candidat FN, auquel nous ne donnerons jamais une voix. Chaque fois que le danger existera, nous ferons barrage. Notre combat pour un changement de gouvernement et de politique n'y gagnerait rien, bien au contraire, si l'extrême droite crédibilisait l'idée qu'elle est une alternative alors même qu'elle utiliserait les pouvoirs nouveaux gagnés dans les départements pour détruire systématiquement les solidarités et les politiques publiques construites par la gauche depuis des décennies.

Le Val-de-Marne et l'Allier, que le PCF préside, sont présentés comme des gains possibles pour la droite. Peut-on éviter ce scénario ?

Pierre Laurent : Dans ces deux départements, le rapport de forces a toujours été très disputé. Il l'est aujourd'hui dans les conditions politiques

nationales que nous connaissons. L'enjeu concerne la population de ces départements, ce n'est pas un enjeu partisan. Dans le Val-de-Marne, la majorité actuelle met en œuvre des politiques extrêmement utiles aux populations, avec 380 millions d'euros investis chaque année dans la solidarité, 76 crèches départementales quand il n'en existe que cinq dans le département de droite voisin des Hauts-de-Seine ! C'est 50 000 retraités non imposables qui bénéficient de la carte de réduction Améthyste dans les transports, c'est la réduction du tarif de la carte Imagine'R pour tous les étudiants, lycéens et collégiens. Et dans l'Allier, l'action de la majorité départementale, c'est la solidarité rurale, c'est un fonds de développement de l'agriculture qui aide au développement des filières bio, à la protection des agriculteurs indépendants, et à la mise en place de circuits courts, avec la fourniture dans les cantines de repas confectionnés à partir de 100% de produits de l'Allier. J'ai confiance dans le vote des électeurs car ces politiques sont reconnues et appréciées. Nous leur proposons de les protéger en reconduisant la majorité de ces deux départements.

L'élection doit avoir lieu alors que le Parlement discute encore des futures compétences des départements. Les conseils départementaux, que le gouvernement voulait supprimer l'année dernière, sont-ils encore en danger ?

Pierre Laurent : La plus grande confusion a été créée sur le rôle et l'avenir des départements. Je note cependant que Manuel Valls a été obligé de renoncer, pour le moment, à leur suppression parce que les Français sont attachés à leurs institutions de proximité. Mais le texte qui vient d'être voté à l'Assemblée nationale est inquiétant, car il dessaisit les communes d'un très grand nombre de compétences et laisse la porte ouverte à une évolution qui pourrait conduire à terme à la disparition des départements. Il faut se servir du bulletin de vote le 22 mars pour donner de la force à cette idée : « Mon département, j'y tiens. » La bataille que portent nos candidats pour maintenir les moyens véritables de politiques de solidarité de proximité, pour élargir et non réduire les espaces de démocratie locale, va continuer.

Mais comment les départements peuvent-ils continuer à être utiles, alors qu'ils voient leurs moyens se réduire sans cesse avec les politiques d'austérité menées par le gouvernement ?

Pierre Laurent : C'est un point crucial. L'impasse dans laquelle la politique de réduction

des dotations aux collectivités conduit la plupart des communes et des départements va obliger à en changer tôt ou tard. Les départements, comme les autres collectivités locales, ont besoin de retrouver des dotations à la mesure de leurs besoins. Cette austérité aveugle deviendra très vite intenable, sauf à faire ce que proposent la droite et l'extrême droite, détricoter les politiques de solidarité et faire sans cesse reculer la place des services publics. Mais les Français aspirent à l'inverse. La bataille engagée depuis des mois contre la réduction des moyens des collectivités va connaître une nouvelle étape avec ces élections départementales, elle en connaîtra une autre avec les élections régionales. Nous voulons contraindre le gouvernement à revenir sur la réduction des moyens. Ceux qui affirment qu'on peut maintenir le même niveau de services publics à la population avec les dotations prévues sont des menteurs.

Avec le changement de mode de scrutin, l'élection prend une dimension nationale dans un contexte où le gouvernement fait beaucoup de mécontents. Cette dimension doit-elle, selon vous, primer sur les enjeux locaux ?

Pierre Laurent : Les deux dimensions se mêlent dans cette élection. La poursuite et l'amplification des politiques de solidarité pour le logement, le transport, pour les services publics dans les territoires, nécessitent un changement de cap de la politique nationale. Le vote pour les candidats soutenus par le Parti communiste et le Front de gauche est celui qui articule de la manière la plus efficace les dimensions nationale et locale du scrutin. La présence de nos candidats dans près de 80% des cantons permet aux électeurs d'envoyer un message à gauche pour l'abandon de l'austérité et le retour à des politiques de justice sociale. Le score national qu'ils obtiendront comptera dans cette élection.

Partagez-vous l'avis de Cécile Duflot selon qui l'on serait « à l'aube d'une recomposition politique majeure », ainsi que son ambition affichée de faire émerger « une nouvelle force » à gauche ?

Pierre Laurent : Ces propos font écho à un appel que j'ai moi-même lancé depuis l'été dernier. Je travaille sans relâche à la construction d'une offre politique nouvelle à gauche qui associe le Parti communiste et toutes les formations du Front de gauche, les écologistes, les socialistes qui refusent l'austérité et des citoyens engagés. Il ne s'agit plus d'un vœu pieux mais d'une réalité qui émerge. Des convergences se sont affirmées dans

le débat parlementaire sur la loi Macron. Elles se concrétisent maintenant dans plusieurs centaines de cantons par des candidatures soutenues par tout ou partie de ces forces. Elles se sont aussi exprimées dans le soutien au nouveau gouvernement grec, et elles se construisent dans de nombreuses luttes locales pour la défense des services publics. Elles se mettent également en œuvre à travers l'appel des chantiers d'espoir. Le retour de la loi Macron au Sénat à partir du 7 avril et la mobilisation intersyndicale et interprofessionnelle le 9 avril donneront l'occasion à ces convergences de s'affirmer avec plus de force encore. J'y travaille activement.

humanite.fr

Sondage : UMP-UDI et FN au coude-à-coude devant le PS aux départementales



© AFP

UMP-UDI et FN sont au coude-à-coude dans les intentions de vote au premier tour des départementales du 22 mars, loin devant le PS, selon un sondage Ifop pour Europe 1 et Le Figaro publié dimanche soir.

Le Front national obtiendrait 30% des suffrages, l'UMP-UDI 29%, et le PS 19%. Derrière ce tiercé viennent le Front de Gauche (6%), les Divers Gauche et Divers Droite (5% chacun), Europe Ecologie-Les Verts et les candidats d'un autre parti (3% chacun).

71% des électeurs se disent sûrs de leur choix, contre 29% qui affirment qu'ils peuvent encore changer d'avis.

Par ailleurs, concernant le taux d'abstention, 54% des électeurs affirment leur intention de s'abstenir, contre 46% qui disent qu'ils participeront au scrutin.

Selon un autre sondage Harris Interactive pour M6 publié dimanche, la droite (UMP, UDI, Divers Droite) est en tête des intentions de vote (32%), devant le FN (29%) et le PS-Divers Gauche (26%). Ce sondage additionne les voix Divers Droite au camp UMP-UDI et celles Divers Gauche au PS, ce qui explique en partie les différences de résultats.

Enquête Ifop menée par questionnaire auto-administré en ligne du 11 au 13 mars auprès d'un échantillon de 1.473 personnes inscrites sur les listes électorales, "représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus", selon la méthode des quotas. Notice consultable auprès de la commission des sondages.

publicsenat.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

VIII) Guedj : "Ne vous trompez pas de colère !"

"Tant que vous aurez un taux de chômage important et un sentiment d'abandon ancré chez les citoyens, vous aurez le FN", affirme Gérard Collomb. © Laurent CERINO/REA



Par Jean-Pierre ELKABBACH

Pour Jérôme Guedj, c'est un problème éthique et moral de voir Nicolas Sarkozy, ancien président, soutenir Georges Tron renvoyé aux assises pour viol.

Invité : Jérôme Guedj, président du Conseil général de l'Essonne, et membre du Bureau National du PS

http://www.dailymotion.com/video/x2jna9a_guedj-ne-vous-trompez-pas-de-colere_news



IX) Gérard Collomb : "On ne résoudra pas le problème du FN par des incantations"



Lettres de France
Jérôme Cordelier

Reçu mardi à l'Élysée, le sénateur et maire de Lyon, connu pour ses positions pragmatiques, compte dire ses vérités au président de la République.



Par Jérôme Cordelier

François Hollande prépare l'après-départementales. Et consulte donc. C'est ainsi qu'il a demandé à rencontrer - en tête-à-tête - le sénateur et maire de Lyon, Gérard Collomb. Le rendez-vous aura lieu mardi 17 mars à l'Élysée. Connu pour son franc-parler et ses positions pragmatiques, cet ardent défenseur d'une politique sociale réformatrice au sein du PS, animateur du pôle des réformateurs dans la perspective du prochain congrès du parti, compte avoir une conversation directe avec le président. "Je vais dire au président mon jugement, et les craintes que je peux avoir", nous a confié Gérard Collomb. Ce responsable socialiste, très au fait des réalités économiques et sociales, souhaite porter la voix des décideurs et des élus de terrain. "Nous sommes à un stade critique, constate Gérard Collomb. Pour nombre d'entreprises, le pacte de responsabilité commence à porter ses fruits. Leurs responsables pourraient les réinvestir à condition qu'on leur donne un peu plus de visibilité..."

Le maire de la seconde ville de France, président du Grand Lyon - métropole pionnière dans la nouvelle organisation territoriale -, veut aussi relayer l'inquiétude des collectivités. "Pour une métropole comme la nôtre, explique Gérard Collomb, la baisse des dotations de l'État représente un milliard d'euros en moins sur six ans (pour un budget annuel de 3 milliards). Pour l'ensemble des collectivités, cette restriction va générer une chute des investissements de l'ordre de 30 %. Quand on sait que celles-ci assument 75 % des investissements publics, vous voyez l'ampleur du problème. Les économistes le chiffrent à 0,6 % de PIB en moins." Et ce grand élu de pointer quelques incohérences. "On ne peut pas demander aux collectivités de se serrer la ceinture et, par ailleurs, de dépenser plus sur certains secteurs, l'éducation par exemple, avec la réforme des rythmes scolaires, relève Gérard Collomb. Il faut arrêter avec les contradictions. L'État supprime 3,7 milliards de dotations aux collectivités et, en même temps, quand il raye la première tranche de l'impôt sur le revenu, il se passe de 3,2 milliards de recettes."

Fronde contre les frondeurs

Depuis des années, à intervalles réguliers, ce

maire bâtisseur lance dans le débat des propositions, souvent novatrices, voire iconoclastes, au-delà des clivages partisans. Il vient de nouveau de le faire en mettant sur la table du prochain congrès du PS un paquet de réformes destinées à "déverrouiller" le parti et le pays. Fort d'une méthode qui porte ses fruits à Lyon, l'homme nourrit quelques idées pour la gestion de la France, en s'inscrivant dans une ligne politique historique, le saint-simonisme, doctrine influente au XIXe siècle. Ce grand amateur de foot ne joue pas perso et, au nom de l'intérêt général, lance la fronde contre les frondeurs qui, selon lui, grèvent le PS, le gouvernement et le pays. Pour autant, sans toujours convaincre, Gérard Collomb affirme ne pas être candidat à un poste ministériel - "J'ai beaucoup de choses à faire avec la métropole lyonnaise", répète-t-il.

À la veille d'élections où le score du Front national focalise les attentions, le maire de Lyon a son analyse, pragmatique encore. "On ne résoudra pas ce problème par des incantations, mais en gérant bien les réalités économiques, souligne-t-il avec force. C'est de là que tout part. Tant que vous aurez un taux de chômage important et un sentiment d'abandon ancré chez les citoyens, vous aurez le FN."

lepoint.fr

A Suivre...
La Presse en Revue

VAL-DE-MARNE
ELECTIONS DEPARTEMENTALES



ÉLECTIONS
DÉPARTEMENTALES
22 & 29 MARS 2015

55 & 56 MAR 2015
DEPARTEMENTALES

1) Des illustres inconnus...

Ils sont charmants, mais un peu décalés de la vie politique locale au Kremlin-Bicêtre dans le Val-de-Marne.



Pourquoi décalé ?

Parce que cette liste de candidats socialistes a été décidée sans aucune consultation des militants du PS local, comme pour l'élection primaire (truquée!) de la première (*euh! maintenant première du MRC!*) socialiste du Kremlin-Bicêtre Geneviève El Malki, avec le secours et l'assistance bienveillante de Luc Carvounas

Sénateur - Maire d'Alforville et premier secrétaire fédéral le chef (grand) du Val-de-Marne...



Sur cette liste figure des illustres inconnus du Kremlin-Bicêtre.

Il ne faut toutefois pas oublier la participation et l'approbation de Jean-Luc Laurent député-maire du Kremlin-Bicêtre dans cette partition bien orchestrée...pour son compte.

De l'entre-soi comme d'habitude...mais qui dirige jour après jour, à l'approche des élections départementales, le PS droit dans le mur...

Le peuple de gauche a été trompé par le discours du Bourget non tenu et la politique de droite menée jusqu'à aujourd'hui par des soi-disants sociaux-démocrates. Il ne faudra pas s'étonner du prochain résultat désastreux de ces élections.

LAPRESSEENREVUE.EU

2) Les 6 cantons qui feront l'élection départementale dans le Val de Marne

par C.Dubois



Entre les nouveaux rapports de force politique issus des élections municipales de mars 2014, le contexte national, le redécoupage

électoral et les unions ou désunions à gauche et à droite, les paramètres qui influenceront sur le score des élections départementales des 22 et 29 mars dans le Val de Marne s'imbriquent.

Sur les 25 cantons du département, six cantons

Les 9 cantons qui devraient rester à gauche

Alfortville
Arcueil-Cachan
Créteil 1
Créteil 2
Fontenay

A noter toutefois que la composante vincennoise change la donne dans ce canton, mais elle ne compte que 6100 électeurs contre les 32 900 de Fontenay-sous-Bois dont près de 60% ont opté pour le Front de Gauche et ses alliés écologistes au second tour des municipales.

Ivry-sur-Seine
Vitry-sur-Seine 1
Vitry-sur-Seine 2

Le Kremlin – Gentilly

Le redécoupage électoral a réuni Gentilly, précédemment dans le même canton qu'Arcueil, avec le Kremlin-Bicêtre. Dans les deux villes, la gauche est largement majoritaire mais de couleur PCF à Gentilly et MRC au Kremlin. Aux dernières municipales, FG, PS et MRC sont partis unis dans les deux villes. Ce n'est pas le cas pour cette élection où FG et MRC-PS ont chacun présenté un binôme tandis qu'EELV partait également en solo. A droite, UMP, UDI et Modem ont réussi à faire l'union, ce qui n'avait pas été le cas au Kremlin aux municipales. Une candidature divers droite est néanmoins apparue, portée par deux ex-colistiers aux municipales d'Arnaud

Weber (UMP Le Kremlin-Bicêtre), Laïd Hadjidi et Barbara Pompignac, très présents dans le haut de Bicêtre. Autre parti qui n'était pas présent en mars 2014, le FN qui a réalisé 12,50% des voix aux Européennes 2014 à Gentilly et 15,71% au Kremlin. Difficile dans ce contexte d'évaluer combien fera chacun lors du premier tour.

Les 10 cantons qui devraient rester ou passer à droite

Charenton-le-Pont
Maisons-Alfort
Nogent-sur-Marne
Saint-Maur-des-Fossés 1

Dans ce canton ancré à droite, l'une des inconnues reste le score que réalisera le binôme Nous Citoyens, dont l'un des candidats, Jacques Leroy, est conseiller général sortant, alors que ne se représente pas l'autre conseiller général sortant Nicolas Clodong.

Vincennes Saint-Mandé

Plateau briard

Le canton du plateau briard regroupe à la fois l'ex-canton de Villecresnes, de majorité UMP, et une partie de l'ancien canton de Boissy-Limeil, à savoir la ville de Boissy-Saint-Léger, de majorité PS. Le rapport de force politique des villes en présence issu des dernières échéances électorales penche plutôt en faveur du binôme de la droite et du centre.

L'Haÿ-les-Roses – Fresnes

Le canton de Fresnes – L'Haÿ-les-Roses, qui compte deux conseillers généraux sortants PS, devrait assez probablement passer à l'UMP-UDI au vu des scores des élections municipales de 2014. Vincent Jeanbrun (UMP) y a emporté la ville de L'Haÿ avec 838 voix d'avance sur le maire PS sortant Pierre Coilbault, en partie victime des affaires liées au précédent maire Patrick Sève qui avait dû renoncer à son mandat fin 2011 en raison d'une mise en examen pour octroi d'avantages injustifiés. De son côté, le député-maire PS de Fresnes n'a conservé sa ville au second tour qu'à 200 voix près, bénéficiant d'une division des voix à droite tout étant lui-même concurrencé à gauche, mais dans un moindre rapport de voix. Si la droite n'a pas tout-à-fait réussi l'union, qui devra compter avec la candidature d'UMP dissidents de l'association UPF fresnoise, elle a réussi celle des partis UMP, UDI, Modem. La gauche, elle, s'est déchirée, éparpillée entre une candidature 100% PS, une

autre PS exclue-PCF et encore une candidature écologiste. Le FN jouera aussi sa partition. Il a récolté aux Européennes de 2014 15,91% des suffrages à Fresnes (889 voix) et 14,05% à L'Haÿ (1 136 voix).

Saint-Maur-des-Fossés 2

Ce canton rassemble à la fois une partie de Saint-Maur, Ormesson, Sucy et l'ex canton de Bonneuil. Celui-ci, de majorité PCF, ne pèse plus que 9 200 électeurs face à 32 400 pour le reste du canton de majorité UMP. Le conseiller général sortant Patrick Douet (PCF) est donc dans une position très difficile pour garder son siège.

Thiais

Le canton de Thiais rassemble l'ex-canton de Thiais et l'ex canton de Chevilly-Rungis. A droite, le conseiller général sortant, Bruno Tran, qui était investi par l'UMP dans son dernier mandat, se représente cette fois divers droite contre le maire Richard Dell'Agnola, investi par l'UMP, l'UDI et le Modem. Le conseiller général sortant PCF de l'ex canton de Chevilly-Larue Rungis, Christian Hervy, se représente également. Le rapport de forces politiques droite-gauche est ici favorable à la droite. Les deux villes de Thiais et Rungis, de majorité UMP et divers droite, comptent en effet à elles-seules 20 500 électeurs contre 10 500 à Chevilly. Le FN réalise également de bons score sur ces terres, qui a frisé les 20% des voix à Thiais lors des dernières Européennes, et a fait en moyenne plus de 18% dans le canton.

Villiers-sur-Marne

Composé de trois villes de droite, Villiers, Le Plessis et Bry, ce canton a une forte probabilité d'élire deux conseillers de droite, alors que le PS y comptait une élue dans le canton du Plessis-Villiers.

Les 6 cantons à fort suspense

Champigny 1

Canton crucial pour la gauche, puisque s'y présente le président sortant PCF du Conseil général Christian Favier. Le score sera sans doute serré. Lors des municipales, le candidat de l'union de la droite et du centre, Laurent Jeanne, avait fait sur ce périmètre électoral un score légèrement supérieur au maire PCF sortant Dominique Adenot. En outre, le Front de Gauche ne peut pas s'appuyer sur le PS dans cette campagne. Le parti

à la rose ne présente certes pas de candidat dans ce canton mais il n'apporte pas non plus son soutien au PCF, suite au soutien de celui-ci à la candidature dissidente de l'ex PS Brigitte Tironneau à Fresnes – L'Haÿ. Le président sortant bénéficie en revanche d'un ancrage historique fort dans sa ville. Contrairement aux municipales enfin, il ne devrait y avoir que deux candidats en lice au second tour en raison de la nécessité pour se maintenir de réaliser 12,5 % des suffrages des inscrits et pas seulement des suffrages exprimés. Lors des municipales de 2014, Dominique Adenot avait obtenu 43,47% des suffrages exprimés et 21,18 % de ceux des inscrits, Laurent Jeanne 37,13 % et 18,09 % et Jean-Marie Rougier 12,45% des exprimés mais seulement 6,06 % des inscrits. Si le FN n'est pas au second tour, la question du report de ses voix pourrait être déterminante.

Champigny 2

Le canton de Champigny-Chennevières n'est pour sa part pas acquis à la droite car il comprend non seulement l'ex-canton de Chennevières (majoritairement à droite) mais aussi une partie de Champigny (majoritairement à gauche) avec 14 000 électeurs de Champigny et 10 000 de Chennevières. Jean-Pierre Barnaud, conseiller général sortant investi par l'UMP UDI Modem, est en outre en position de fragilité, qui a du rendre les clefs de la mairie en attendant de nouvelles élections suite à la confirmation par l'Etat de l'annulation du second tour des municipales, et fait l'objet d'une procédure pénale pour les mêmes motifs. Comme en mars 2014 et comme en 2011, Jean-Pierre Barnaud devra aussi affronter Bernard Haemmerlé, maire de la ville jusqu'en 2014. Ce dernier, qui avait perdu à ces deux scrutins malgré son investiture UMP, ne dispose toutefois plus de cette investiture désormais accordée à son concurrent. Dans le nouveau périmètre du canton, cette double candidature à droite et le seuil des 12,5% des suffrages des inscrits obligatoire pour passer le cap du second tour complique néanmoins la donne. La gauche est pour sa part moins divisée à Chennevières qu'en 2011, répartie sur seulement deux candidatures Front de Gauche – EELV et PS contre trois qui avaient toutes fait plus de 10% en 2011. Reste également à suivre le score du FN.

Choisy-le-Roi

Le canton de Choisy Villeneuve-Saint-Georges n'est pas acquis aux deux conseillers généraux sortants, Nathalie Dinner et Didier Guillaume.

Au vu des scores serrés des élections municipales à Choisy et Villeneuve, le suspense reste entier dans ce canton qui compte 7 000 électeurs à Villeneuve-Saint-Georges et 20 100 à Choisy. Par rapport aux municipales, l'UMP ne compte plus de candidature dissidente à Choisy mais doit composer avec celles de Nous Citoyens et de DLF, tandis qu'à gauche, le PCF doit non seulement faire avec la candidature écologiste mais aussi celle du PS. La droite devra également affronter la présence d'un binôme Debout la France, qui avait récolté à Villeneuve-Saint-Georges 7,56% des suffrages exprimés (281 voix) lors des élections européennes du printemps 2014. Dans cette ville qui a vu s'affronter aux municipales un duel très serré entre la gauche et la droite (sans l'investiture des grands partis) alliée au FN au second tour, chacun se compte dans cette élection, en vue des prochaines législatives et des municipales 2020.

Orly

Pas de dispersion des candidatures dans ce canton, tant à gauche qu'à droite où chacun présente une liste unie, donnant au final trois binômes représentant l'union de la droite et du centre, l'union de la gauche et le FN. Il est vrai que le canton est déjà assez compliqué de lui-même. Il rassemble une ville de majorité Gauche citoyenne, Orly, dans laquelle aucun candidat de droite ne s'est présenté lors de la municipale, et deux villes UMP, dont Ablon (seulement 3 000 des 25 000 électeurs du canton) qui a basculé en mars 2014. Le FN est également très présent dans ce canton. Lors des élections européennes de 2014, il a réalisé 22,08% des voix à Orly, 26,08% à Ablon-sur-Seine et 23,76 % à Villeneuve-le-Roi.

Villejuif

A Villejuif, toute la gauche se compte en vue des prochaines municipales, après son échec en mars 2014. Résultat : 5 listes à gauche face à une liste unie de la droite et du centre et une liste FN. Etant donné la nécessité de passer le cap des 12,5% d'inscrits pour rester au second tour, sauf à faire partie des deux premiers, la question se pose de savoir si la division de la gauche n'empêchera pas son accession au second tour.

Villeneuve-Saint-Georges

Allégé d'une partie fusionnée avec le canton de Choisy et recomposé avec Limeil et Valenton, le canton de Villeneuve-Saint-Georges comprend à la fois une ville acquise par l'UMP en mars 2014 (Limeil) et une autre moitié de canton restée au

Front de Gauche. Le FN y est aussi bien ancré et DLF vient également s'y compter. La gauche n'a pas réussi à y faire l'union, qui présente trois listes EELV, PS, FG.

